

Downia

Le Monde

N° 542 du 09 / 11 / 2016

MEMBRE : MEDIAF

Accueilli triomphalement par ses partisans

Apévon abandonne définitivement le Car et pense à la création de son parti

« Ils nous ont exclu, ne soyez pas surpris si nous lançons demain un nouveau parti... »



Agboyibo et Apevon

Etats Unis :

Bye bye Obama !

Qui de Hillary Clinton, la candidate démocrate ou de Donald Trump, le milliardaire et candidat républicain sera le prochain locataire de la Maison Blanche ? Difficile de donner une réponse exacte sans risque de se tromper. Tout compte fait, le 45e président des Etats-Unis sera connu ce matin. Il faut rappeler qu'à leur ou nous bouclons, les électeurs étaient toujours en train de glisser les bulletins dans les urnes... P.6



Pour parvenir à l'alternance politique au Togo

Nathaniel Olympio a-t-il l'intention de rentrer en rébellion ?



Nathaniel Olympio

Le Togo paie un lourd tribut dans son engagement pour le maintien de la paix

Encore un casque bleu togolais tué par les djihadistes dans l'explosion d'une mine au Mali

Fc Barcelone

Neymar et le Barça se rapprochent d'un procès pour «corruption»



FAITS DIVERS

Un pasteur et son apôtre pris en flagrant délit d'actes homosexuels

Le vendredi dernier un événement choquant a ému toute une communauté au Nigéria dans l'Etat d'Enugu. Deux soi-disant hommes de Dieu ont été pris tard dans la nuit en train de commettre des actes abominables.

C'est aux environs de 1h du matin que les hommes connus comme étant pasteur et apôtre dans la communauté ont été pris en flagrant délit ayant des relations homosexuelles par un groupe d'auto-défense de quartier. Le soi-disant pasteur était l'homme dans cette relation contre nature.

Un garçon avait affirmé la semaine d'avant avoir été violé par ce pasteur mais n'avait pas été cru par manque de preuves concrètes. C'est la semaine qui a suivi cette accusation que le groupe d'auto-défense a pris le pasteur en plein acte gay avec son apôtre.

Ces derniers ont été correctement molestés avant d'être remis à la police. Interrogé sur le cas de l'enfant, le pasteur a finalement avoué qu'il s'était juste masturbé et embrassé le jeune mais a nié avoir eu des rapports sexuels avec l'enfant.

Comment ça va ?

Très bien : Andy Murray

Enfin, le britannique devient N°1 mondial au classement ATP ! Andy Murray depuis longtemps dans l'ombre du Suisse Roger Fédérer, de l'Espagnol Raphael Nadal ou encore du Serbe Novak Djokovic est devenu N°1 mondial de tennis depuis lundi dernier. Il a couronné le tout par un titre de master 1000 à Paris Bercy dimanche dernier. C'est un juste retour des choses pour ce grand bossueur qui n'a jamais été récompensé à la hauteur de son talent. Faut-il le rappeler, il est double champion olympique de tennis et a plu-



sieurs grands schlem à son actif. Ce n'est que justice, ce titre de N°1 mondial.

Bien : Issa Hayatou

Depuis un bon bout de temps, les actions de la fondation Issa Hayatou, du nom du président de la Confédération africaine de football sont une réalité au Togo. Cela avait commencé par des dons aux écoles de foot et à certaines personnalités ayant marqué le football togolais. Les actions se sont accrues dans ce mois de Novembre avec un tournoi international de football des moins de 17 ans regroupant deux équipes togolaises, deux du Bénin, une du Ghana et une venue de la Guinée Equatoriale. La finale oppose d'ailleurs l'équipe 1 du Togo à celle du Ghana. Il faut dire que ces actions viennent polir un peu l'image du patron de Caf auprès des Togolais, lesquels n'ont jamais digéré la suspension de l'équipe nationale par la CAF suite à l'attaque de son bus en



2010 par les rebelles de l'enclave de Cabinda alors qu'elle se rendait pour la phase finale de la CAN en Angola. Une attaque qui avait coûté la vie à Stan Oclo et à Abalo Améléte et mis Kodjovi Obilalé à terre. C'est bien toutes les actions de sa fondation, mais qu'il sache que les Togolais qui sont un peuple pacifiste vont pardonner mais ne vont jamais oublier.

Mal : James Comey

A dix jours de la présidentielle aux Etats-Unis, le Directeur du FBI, M. James Comey avait ressuscité l'affaire des e-mails, une affaire dans laquelle était engluée la candidate Hillary Clinton. En revenant sur cette histoire alors qu'il ne disposait d'aucun élément nouveau, il avait donné du pain béni au populiste Donald Trump qui dégringolait alors dans les sondages. Voilà qu'à deux jours de cette présidentielle, ce même Comey revient sur la messagerie privée de la candidate démocrate en jugeant qu'elle n'avait commis aucune infraction. En tout cas, le chef du FBI a voulu favoriser le républicain, mais avec les



critiques, il n'a pas eu le courage nécessaire d'aller au bout de son action et a reculé comme un lâche. Désormais avant de prendre une décision, il va réfléchir par deux fois d'abord.

A chacun son retour triomphal

Tout politicien a droit à son retour triomphal au Togo. De feu Eyadema, en passant par son adversaire politique historique Gilchrist Olympio, le président Faure, le chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre et maintenant Dodji Apévon, le nouveau triomphaliste. Le fait indéniable est donc que les politiciens togolais aiment tous le retour triomphal.

Après l'accident d'avion dont a été victime feu président Eyadema, ce dernier a été accueilli dans la ferveur, par une liesse populaire le 2 février 1974 qui symbolise le retour triomphal de l'homme du 13 janvier. Cette date au temps fort du parti unique était fêtée à grand pompe et figure en bonne place dans ce qui était la longue liste des fêtes du Togo.

L'ancien opposant historique du Togo, Gilchrist Olympio n'a pas été du reste. Dans les années 90, ses militants se dressaient dans les rues et surtout à la frontière Aflao pour l'accueillir triomphalement jusqu'à la maison de son feu papa, le président Sylvanus Olympio. On se souvient que ce retour était mal perçu par les partisans du général Eyadéma. Ce dernier n'hésitait pas à placer les forces de défenses et de sécurités en état d'alerte maximal car Gilchrist était qualifié à l'époque de « terroriste » par le régime d'Eyadéma.

Ces retours triomphants, on peut aussi les noter ces derniers temps. En 2012, des rumeurs les plus alarmantes faisaient état d'un éventuel décès du président de la République après sa visite en Israël. La rumeur était telle que tous les Togolais se posaient la question sur ce qui a pu arriver à leur jeune président qui était pourtant dans une forme éblouissante, mieux dans une parfaite santé à son départ de Lomé pour la terre sainte, Israël. Et comme aucune voix officielle ne venait démentir cette triste et alarmante nouvelle, quelques jours plus tard, on annonce le retour du président Faure à Lomé au terme de cette visite. Il fallait alors voir l'aéroport qui était bondé de monde, chacun voulant être témoin et toucher le chef de l'Etat que certaines personnes avaient déjà enterré. A sa descente d'avion à l'aéroport GE de Lomé, c'était la liesse populaire. Faure venait ainsi de montrer à ses détracteurs qu'il est bien vivant. Et pour montrer sa fougue et sa vigueur, il a marché de l'aéroport jusqu'à Lomé II. Cela était considéré comme le retour triomphal du chef de l'Etat et a fait taire les rumeurs.

Jean-Pierre Fabre n'a pas du tout été du reste ; ces retours après des tournées en Europe ont été soldés par des retours triomphaux.

Apévon le nouveau triomphaliste

On en était là, quand une crise profonde a commencé par secouer le Comité d'action pour le renouveau (Car). Son président Me Apévon a été évincé de la tête du parti le 22 octobre par les 36 fédérations qui ont élu un bureau provisoire de 19 membres qui a pour mission d'organiser dans 2 mois un congrès électif. Il faut noter que tout cela se jouait en l'absence de l'ancien président du parti. Le dimanche dernier, ce dernier était annoncé à l'aéroport. Ses inconditionnels se sont donc massivement mobilisés. De l'aéroport à son domicile, c'était la ferveur. Ses supporters scandaient des slogans et fredonnaient des chants à la gloire de leur protégé. Ce fait confirme que tous les politiciens togolais ont eu leur retour triomphal. Après Apévon il faut espérer d'autres retours triomphaux. A qui donc le tour ? L'avenir nous le dira.

Tinos

FAITS DIVERS

New Jersey : Des braqueurs enfermés dans le magasin qu'ils étaient venus piller

Dans la ville de Paterson dans l'état du New Jersey, des braqueurs se sont retrouvés enfermés dans le magasin qu'ils étaient venus piller. Cela a beaucoup amusé les passants qui ont vu la scène depuis le trottoir. Cela s'est passé le mercredi 17 août 2016 dans le magasin de téléphones portables Boost Mobile Store.

L'employé a profité d'un moment d'inattention des deux malfrats pour prendre la fuite à l'arrière de la boutique en prenant soin de fermer la porte à clef derrière lui. Un homme devant la boutique l'a ensuite aidé à baisser le rideau de fer, bloquant ainsi les deux voleurs à l'intérieur.

Les deux braqueurs ont tenté de forcer le rideau, mais sans succès, se donnant en spectacle aux passants amusés. Après 20 minutes, ils ont finalement réussi à s'échapper par une fenêtre. La police n'est arrivée que 10 minutes plus tard. Les deux hommes ont finalement été arrêtés le lendemain.

Dounia Le Monde

édité par le Groupe de Presse «La Matinée»
Récépissé N° 24 du 1^{er} août 1998
BP : 30 277 / Tel : 22 47 77 93
E-mail: dlatmatine1@gmail.com
Siège : Rue en face de l'Eglise Sainte RITA de Wuiti

18ème année

Directeur de Publication:

Joachim Kokou LOKO
cel: 90 33 54 86

Rédacteur en chef:

Régis TALIKPÉTI
cel: 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRÉ
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Directrice Commerciale:

Cécile Ayéfoumi SABI
cel: 90 12 06 51

Infographie

Hugues A-B 90 09 75 55

Imprimerie:

La Colombe

**«DOUNIA LE MONDE»,
Ni neutre
ni partisan**

Accueilli triomphalement par ses partisans

Apévon abandonne définitivement le Car et pense à la création de son parti

« Ils nous ont exclu, ne soyez pas surpris si nous lançons demain un nouveau parti... »

On avait cru que Me Dodji Apévon, l'ancien président du Comité d'action pour le renouveau (Car) allait se battre pour conserver son fauteuil de président du parti des déshérités. Mais ce dernier de retour à Lomé suite à une mission parlementaire, deux semaines après son éviction, il dit ne plus se battre pour revenir à la tête de son parti. Mieux, Apévon ne fait plus de mystère sur la création de sa propre formation politique.

« Ils nous ont exclu, ne soyez pas surpris si nous lançons demain un nouveau parti, c'est possible. Nous sommes en pleine réflexion et je crois que là où nous sommes arrivés aujourd'hui, la réconciliation n'est plus possible. Portés par les évé-

nements ». Veut-il adresser ce message à ses anciens camarades du Car ? On ne saurait le dire ; mais ce message laisse transparaître l'idée de la création d'une nouvelle formation politique dont on avait évoqué l'éventualité

En effet depuis la rencontre des présidents fédéraux à l'hôtel La Muget en juin dernier, les partisans de Dodji Apévon ont appelé ouvertement ce dernier à créer sa propre formation politique. Déjà des tournées avaient été initiées dans ce sens pour rallier à sa cause le maximum d'adhérents du Car.

Apévon va-t-il dans les prochains jours porter sur les fonts baptismaux cette nouvelle formation politique ? Tout compte fait, ce conflit de leadership entre Me Apévon et son ancien mentor Me Agboyibo a fragilisé le Car et l'opposition. Apévon et Agboyibo ont étalé sur la place publique leurs divergences, ce qui n'est pas du tout bien pour le parti des déshérités qui peine à faire de bons scores lors de différentes élections qui se sont suivies depuis les législatives de 2007. Et cette fracture sinon la division au sein du Car va certainement faire perdre à ce parti le peu de militants qui lui reste encore.

Le 22 octobre dernier, Nador Awuku a été élu par



Me Dodji Apévon, ex président du CAR

ments, nous sommes nous aussi obligés d'aller à quelque chose de ce genre ». Voilà ce qu'a déclaré Apévon et qui ne fait plus l'ombre d'aucun doute sur les intentions de celui qui a eu à diriger le Car de 2008 au 17 octobre 2016, date à laquelle 36 fédérations de ce parti ont mis fin à sa présidence.

Absent du pays depuis plusieurs semaines déjà, Me Apévon celui qu'on peut désormais appeler l'ex-président du Car a été accueilli triomphalement par ses partisans, essentiellement des jeunes qui sont venus à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma en grand nombre pour l'accompagner jusqu'à son domicile. Ce retour minutieusement préparé semble être une démonstration de force et ressemble fort à un retour triomphant.

Contrairement à ce qu'on pouvait croire, la réaction de Dodji Apévon fait croire que ce dernier présageait déjà un tel scénario. « Ce qui s'est passé derrière moi est tellement grave mais j'en prends acte. Je ne revendique pas la présidence du CAR, je ne me bats pas pour garder un parti ou un autre, tout est question de vision pour le Togo », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « La lutte que nous avons commencée il y a tant d'années, si nous étions honnêtes et que nous voulons que les choses changent, nous devons changer de com-

portements ». depuis des mois déjà. Toutefois comme il l'a indiqué, il n'a pas du tout apprécié son éviction par les présidents fédéraux du Car le 22 octobre dernier, ceux-ci ont mis leur menace à exécution après avoir sommet le



Me Yawovi Agboyibo, président d'honneur du CAR

bureau de Me Apévon d'organiser au plus tard le 17 octobre le congrès.

Il faut noter que le retour de l'ex président du Car a été minutieusement préparé par ses partisans venus en grand nombre pour le soutenir. Depuis l'aéroport, ils étaient venus en grand nombre avec des pancartes et des chants à l'honneur de leur protégé. On pouvait dire que Me Apévon a donc eu droit à son retour triomphal. Et dans cette circonstance et comme on s'y attendait, les déclarations ont appelé ce dernier à la création de son parti.

les fédérations pour diriger un comité ad hoc de 19 membres qui a pour missions d'organiser dans les 2 mois un congrès statutaire pour l'élection d'un nouveau président la tête du parti. Certainement qu'à l'issue de ce congrès, Me Agboyibo va reprendre son parti comme le souhaitent les présidents fédéraux qui voient en « Bélier noir » la seule personne qui a le charisme nécessaire pour sortir le parti des déshérités de « l'immobilisme » dans lequel ils accusent Apévon d'avoir plongé le parti.

Tinos

Pour parvenir à l'alternance politique au Togo

Nathaniel Olympio a-t-il l'intention de rentrer en rébellion ?

Le Parti des Togolais a changé de direction le 29 octobre dernier lors d'un congrès extraordinaire. Nathaniel Olympio a pris en effet la place d'Alberto Olympio après la condamnation de ce dernier par la justice togolaise dans une affaire de gros sous (Détournement de 6 milliards de F CFA). Le nouveau patron malgré sa situation intérimaire à la tête du parti ne compte pas aller du dos de la cuillère. Il laisse entre autre entendre que si le gouvernement togolais ne prend pas garde, le pays aura des jours difficiles avec des répercussions dans la sous région. Alors la question qui saute aux lèvres après ces prédictions est de savoir si le nouveau patron du Parti des Togolais allait-il engager des actions extrêmes pour se débarrasser du régime en place.



Nathaniel Olympio, président par intérim du Parti des Travailleurs

D'aucuns pourraient croire que le titre de cet article est sensationnel ou mieux provocateur. Mais qu'ils se détrompent, ce n'est ni l'un, ni l'autre. C'est juste une analyse des propos du nouveau patron intérimaire du parti des Togolais, M. Nathaniel Olympio. Ce dernier dans une interview accordée au confrère en ligne savoirnews, est revenu sur le refus du pouvoir d'opérer les réformes institutionnelles et constitutionnelles tout en passant à la tronçonneuse la justice togolaise qui aurait condamné son frère Alberto à tort. Il conclut l'entretien en prédisant que le Togo connaîtra des situations néfastes qui ne seront pas bonnes ni pour le pays, ni pour la sous-région. De quels moyens dispose le Parti des Togolais si ce n'est engager des moyens plus musclés ?

Nathaniel Olympio a-t-il un agenda caché ?

On le sait, au Togo, les partis de l'opposition les plus représentatifs ont expérimenté toutes les stratégies démocratiques pour parvenir à l'alternance politique sans succès. L'Alliance nationale pour le changement (Anc) a été la plus téméraire, puisqu'elle a organisé de gigantesques manifestations et des marches durant 4 ans pour réclamer le départ de Faure Gnassingbé sans atteindre ses objectifs. Alors le nouveau patron du Parti des Togolais en prédisant des jours difficiles pour le Togo et pour la sous-région fait-il allusion à une lutte armée pour arriver à ses fins, puisque politiquement, il n'a aucune chance de faire mieux que Jean-Pierre Fabre.

Ce n'est un secret pour personne, aucune situation au Togo à part une instabilité politique ne peut avoir d'incidences graves sur la sous-région vue le poids économique du pays. Seuls les pays de l'interland pourront être affectés. De facto, seuls alors les réfugiés togolais pouvaient causer l'instabilité dans la sous-région.

Le nouveau patron du Parti des Togolais voudrait-il tout simplement occuper la scène médiatique ?

Une chose est de faire des déclarations, l'autre est d'avoir les moyens de sa politique. Nathaniel Olympio en faisant des déclarations portant confusion veut visiblement marquer son territoire. Que ce soit la mobilisation politique ou une lutte armée, il n'a strictement aucune chance, même si son frère et précédent président a des moyens illimités comme on tente de le faire croire.

Archange T. Faré

Le Togo paie un lourd tribut dans son engagement pour le maintien de la paix

Encore un casque bleu togolais tué par les djihadistes dans l'explosion d'une mine au Mali

Le Togo est en train de payer un lourd tribut dans son engagement pour le maintien de la paix au Nord Mali. Un casques bleu togolais et deux civils ont été tués lors du passage d'un convoi logistique de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des nations unies pour la stabilité au Mali) à 45km au nord de Douentza, dans la région de Mopti. Un engin explosif improvisé ou une mine a explosé au passage du convoi suivi de tirs directs des djihadistes.



Un Casque bleu togolais et deux civils maliens ont péri lors de l'attaque. Le Casque bleu a succombé à ses blessures. La Gendarmerie malienne ouvrira une enquête sur les circonstances de la présence des deux civils Maliens qui suivaient le convoi de la MINUSMA quand l'attaque a eu lieu. Sept casques bleus togolais ont été blessés, dont 3 grièvement.

La MINUSMA présente ses condoléances attristées

aux gouvernements malien et togolais et à leurs familles et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. La MINUSMA condamne dans des termes les plus fermes cette attaque lâche et ignoble et appelle à déployer tous les efforts nécessaires pour en identifier les responsables et les traduire en justice.

Par ailleurs, dans la région de Tombouctou, des hommes armés ont attaqué dans la nuit de samedi à

dimanche un camp de l'armée malienne, brûlant et emportant du matériel militaire, selon des sources locale et sécuritaire.

Il faut dire que le Togo est en train de payer un lourd bilan pour son engagement pour la paix au Mali. Déjà dans le mois de mai, cinq militaires togolais de la MINUSMA avaient péri lors dans l'explosion d'une mine sur l'axe Tenenkou-Sévaré, toujours dans la région de Mopti.

De la nécessité de revoir l'équipement et la tactique des casques bleus togolais

Après cette énième attaque dont les casques bleu togolais font l'objet avec son bilan macabre, la question qui revient sur toutes les lèvres est de savoir si les soldats de la paix du Togo disposent d'un équipement adéquat pour faire face à cette menace asymétrique ? Mieux les soldats togolais ont-ils des engins et équipements pour enrailler ces types d'attaque : placer des mines au passage des convois

et une fois que les engins s'explodent, les djihadistes surgissent de nulle part pour ouvrir le feu.

Après la série d'attaques dont sont victimes les soldats de la paix du Togo, on est en droit de se poser cette question quand on sait que c'est avec le même mode opératoire qu'utilisent les djihadistes pour commettre leur forfait. Il est donc d'une nécessité absolue de revoir les engins (blindés) qu'utilisent les soldats togolais pour arrêter l'hémorragie car même si c'est un seul soldat togolais qui est tombé le dimanche dernier, c'est une victime de trop. Normalement avec la permanence du danger, il devrait avoir des engins (blindés lourds) qui doivent être des éclaireurs des convois de la logistique, des engins capables de neutraliser ces mines.

Il faut tout de même noter que cette guerre dans laquelle s'est engagé le Togo sous la bannière des nations unies n'est pas une guerre classique oppo-

sant deux armées. Les djihadistes maîtrisant mieux ce terrain désertique posent des engins de fabrications artisanales et se fondent dans la masse ce qui fait qu'ils peuvent surgir à tout moment sur les soldats de la paix du Togo.

L'Etat togolais a toujours œuvré pour garantir les efforts de la communauté internationale dans le renforcement des moyens des opérations de maintien de la paix des Nations unies. A ce jour, le Togo est présent sur plusieurs missions de maintien de la paix. Au Darfour, au Mali et en Côte d'Ivoire. Au total 1799 Casques bleus togolais sont déployés dans ces trois pays. C'est dans la Minusma, mission de 1100 hommes, que plus de soldats togolais sont déployés. Ils sont 1077 militaires avec un bataillon, une unité de police constituée (FPU) et des médecins et infirmiers dans un hôpital de niveau 2.

Joachim Loko

Deuxième bulletin des arrêts de la Cour Suprême

La plus haute juridiction du Togo met à la disposition des juristes et du public ses décisions

Les journalistes et le gratin de l'appareil judiciaire togolais étaient jeudi passé au siège de la Cour Suprême du Togo pour la cérémonie de sortie officielle du 2^{ème} bulletin des arrêts de la haute juridiction togolaise. Le président de ladite Cour, M. Akakpovi Patrice Gamatho a salué dans son mot de bienvenue le Président de la République pour sa volonté de rendre les institutions togolaises fortes. Il a également rendu hommage au co-



Le président de la Cour Suprême Akakpovi Patrice Gamatho

mité scientifique de la Cour Suprême grâce auquel le défi de la publication du 2^{ème} bulletin des arrêts a pu être possible et de promettre ensuite la régularité des autres numéros dans le futur. M. Gamatho a ensuite présenté ce 2^{ème} numéro dans toutes ses spécificités et son importance pour le corps judiciaire dans son ensemble. La cérémonie s'est poursuivie avec la remise des lots aux chefs des différents organes juridictionnels du Togo et aux doyens des deux universités publiques du Togo. La cérémonie a été clôturée par la présentation du site web de la Cour Suprême du Togo par un magistrat de cette Cour.

Il faut rappeler que les arrêts de la Cour Suprême servent de jurisprudence aux différents tribunaux dans leurs décisions.

R. T.

Economie

Le financement du projet d'électrification de 62 localités confirmé par un accord

En septembre dernier, la Banque ouest africaine de développement (BOAD), au cours de la 102^{ème} session ordinaire à Ouagadougou au Burkina Faso, annonçait une enveloppe de 6 milliards de francs CFA pour financer un projet d'électrification rurale décentralisée de 62 localités dans les cinq (5) régions du Togo à partir de système solaire photovoltaïque (Togo).

Ce vendredi, ce financement a fait l'objet d'un accord entre le président de la BOAD, Christian Adovelande et le ministre togolais de l'Economie et des finances, Sani Yaya.

La réalisation de ce projet d'électrification courant 2018 permettra de raccorder les abonnés basse tension, de fournir de l'éclairage public et de procéder à l'installation électrique intérieure des abonnés pour faire passer le taux d'électrification rurale à

7,5% en 2018, contre 6% actuellement. Au total 12.300 ménages supplémentaires auront de l'électricité en 2018.

Pour le président de l'institution qui finance, le geste est mû par la lutte pour l'amélioration du bien-être des populations de l'espace communautaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

« L'impact de l'électricité sur la croissance économique et l'amélioration du bien-être de nos populations n'est plus à démontrer. L'accès à la ressource énergétique par un approvisionnement fiable en quantité suffisante et à des prix concurrentiels est un facteur essentiel au développement. C'est au regard de ces contraintes que la BOAD accorde une grande priorité à la satisfaction des besoins des populations de notre espace communautaire », a déclaré M.

Adovelande.

A travers cette nouvelle intervention, votre institution manifeste une fois encore sa détermination à accompagner le gouvernement togolais dans la mise en œuvre de sa Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) consolidant ainsi l'amélioration des principaux leviers économiques

Ce nouveau financement porte à 70 milliards de francs CFA, le montant de l'accompagnement de banque au Togo dans le domaine de l'énergie et à 496 milliards toutes les interventions de la BOAD au Togo.

Au cours de sa 102^{ème} session ordinaire, la BOAD avait aussi décidé de financer 8 autres projets dans les autres pays de l'UEMOA que sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

T MONEY

Pour y accéder,
composez
***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

Transfert d'argent

Achat

Paiement

Souscription au service

gratuite

La banque émettrice



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 et ISO 14001

Dossier

Ce que coûtent les ex-présidents africains

Les anciens chefs d'État du continent ne sont pas tous logés à la même enseigne. Tour d'horizon des avantages dont ils bénéficient.

Algérie

Aucun texte sur le sujet n'a été rendu public, mais Liamine Zéroual, le seul ancien président encore en vie, bénéficie à ce titre des avantages suivants : salaire d'ancien chef d'État, gardes du corps, véhicule blindé et soins médicaux gratuits. Il réside dans sa villa privée, à Batna.

Bénin

La loi leur octroie une pension égale aux émoluments du président de la Cour constitutionnelle et une allocation annuelle de représentation correspondant à 50 % du montant des fonds spéciaux alloués au président de l'Assemblée nationale. Elle leur accorde aussi deux gardes du corps, deux véhicules, un service de secrétariat, des domestiques et deux chauffeurs, ainsi qu'une assurance maladie.

Burkina Faso

Depuis 2009, la loi prévoit une pension de 4 millions de FCFA (6100 euros) par trimestre ainsi que d'autres avantages, comme l'affectation d'un véhicule avec chauffeur et un service de sécurité.

Cameroun

Au Cameroun, les anciens présidents sont de droit membres à vie du Conseil constitutionnel. Sauf que, bien que prévu par la Constitution depuis 1996, le Conseil constitutionnel n'a jamais été mis en place...

Congo

La Constitution promulguée fin 2015 détermine le « statut des anciens dirigeants ». Elle leur garantit la protection « tant en leur personne qu'en leurs biens ». Une allocation viagère, dont le montant n'est pas précisé, est prévue.

Une loi définissant les autres avantages qui leur sont accordés et les modalités de cette protection doit être promulguée.

Côte d'Ivoire

Les anciens présidents touchent une allocation viagère mensuelle de 9,6 millions de F CFA, et leurs frais de téléphone, d'eau et d'électricité, de carburant et de logement sont couverts (à hauteur de 7,5 millions de F

CFA au total). Ils disposent également d'un cabinet (cinq personnes), de domestiques (six personnes), d'un service de sécurité (10 agents, placés sous l'autorité d'un aide de camp), de trois véhicules et sont médicalement couverts, tout comme leur conjoint et leurs enfants mineurs. Ils sont en outre membres de droit et à vie du Conseil constitutionnel.

Gabon

Les anciens présidents sont membres de droit de la Cour constitutionnelle.

Mali

Ils bénéficient d'une pension trimestrielle « dont le montant est égal à sept fois la moyenne du traitement brut le plus élevé des fonc-

tionnaires de catégorie A » (soit environ 2 millions de F CFA) et d'une indemnité mensuelle de représentation d'environ 1,5 million de F CFA. La loi leur octroie aussi un logement, deux véhicules et un peloton de sécurité. Sont également prises en charge leurs consommations d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que le personnel affecté à leur résidence.

Enfin, l'État met à leur disposition un bureau (dont les frais de fonctionnement sont couverts) et finance leurs déplacements à l'étranger, ainsi que ceux de leur conjoint et de leurs enfants mineurs.

Mauritanie

Un décret de 2009 stipule que les anciens chefs d'État touchent une dotation annuelle de 8 400 000 ouguiyas (21 000 euros environ), une allocation annuelle de 1 440 000 ouguiyas, une prime de première installation renouvelable tous les cinq ans de 2 740 000 ouguiyas et une indemnité compensatrice de 81 000 ouguiyas.

S'y ajoutent des avantages en nature : logement, véhicule, un chauffeur, deux domestiques et deux agents de sécurité.

RD Congo

L'article 104 de la Constitution dispose que les ex-présidents « élus sont, de droit, sénateurs à vie ». En avril 2015, Modeste Mutinga, rapporteur du Sénat, a soumis une proposition de loi pour sécuriser « matériellement et politiquement » les anciens chefs d'État. Le texte n'a pas encore été adopté.

Rwanda

Un ancien chef d'État perçoit à vie l'équivalent de 80 % du salaire alloué au président de la République en exercice, soit environ 5

000 euros par mois, et dispose d'une résidence équipée (ou perçoit une indemnité de logement), de moyens de transport et de communication, de frais de représentation, d'un service de garde. Sa consommation d'eau et d'électricité est également prise en charge, tout comme un voyage privé à l'étranger par an, sachant que ce séjour n'est couvert que s'il n'excède pas quinze jours.

La Constitution précise qu'un ancien président ne peut bénéficier de ce dispositif que s'il réside au Rwanda et « qu'il n'a pas été condamné pour un crime de haute trahison ou pour violation grave et délibérée de la Constitution ».

Sénégal

Le décret 2013-125 attribue aux anciens présidents un salaire mensuel de 5 millions de F CFA (7

600 euros), accompagné d'une assurance maladie étendue au conjoint. Deux véhicules, un téléphone fixe, un logement meublé et du personnel (dont deux agents de sécurité, deux assistantes, un standardiste, un cuisinier, une lingère, un jardinier, deux chauffeurs) leur sont également octroyés. En

cas de renoncement au logement affecté, les textes prévoient une indemnité compensatrice de 4,5 millions de F CFA par mois.

Chaque année, il est également prévu dans le budget national une enveloppe de 40 millions de F CFA pour prendre en charge le coût de leurs billets d'avion et de ceux de leurs conjointes. L'État met aussi à la disposition de ceux qui choisiraient de vivre hors du pays quatre collaborateurs de leur choix.

Togo

Il est prévu que les an-

ciens présidents aient rang de président d'institution et bénéficient des mêmes avantages : une indemnité mensuelle de 4 millions de F CFA (6 100 euros) et du personnel mis à disposition par l'État (notamment un chauffeur et un agent de sécurité).

Tunisie

Un ancien président bénéficie d'une rente mensuelle de 30 000 dinars (environ 12 100 euros), équivalente au salaire d'un président de la République en exercice, mais aussi d'avantages en nature : un loge-

ment meublé, avec les frais d'entretien, de téléphone, la consommation d'eau, de gaz et d'électricité pris en charge ; des agents de sécurité, des moyens de transport et des chauffeurs ; des soins médicaux étendus au conjoint et aux enfants jusqu'à l'âge de 25 ans.

Un projet de loi en cours d'examen prévoit qu'un ex-président ne bénéficie plus que du tiers du salaire d'un président en exercice, d'une seule voiture, d'un seul chauffeur, de 500 litres d'essence et d'une prime de logement.

Libye

La bataille pour la reprise de Syrte s'éternise

Presque six mois après son lancement, le 12 mai dernier, la bataille de Syrte contre les membres du groupe EI n'est pas terminée. Pourtant les miliciens de l'opération « Al bonyan Al Marsous » avaient reçu de l'aide militaire occidentale, comme des aides financières venant de toute la Libye.

Cela fait six mois que l'opération de Syrte a démarré. A plusieurs reprises, des hauts responsables militaires et politiques libyens ont annoncé une libération « imminente » de la ville, qui est pourtant toujours en guerre. Il existe plusieurs points d'interrogations sur les raisons de la lenteur de cette bataille, alors que Syrte est une petite ville comparée à Mossoul en Irak ou Raqqa en Syrie, toutes les deux aux mains de l'EI. Plusieurs analystes libyens qualifient cette bataille de « médiatique », destinée à « relooker les visages des milices extrémistes et des Frères musulmans en Libye ». En effet, parmi les milices qui combattent à Syrte, il y a



des extrémistes qui ont reçu leur entraînement à Tora Bora en Afghanistan et qui font partie d'al-Qaïda.

Sacrifices

Ces milices, qui sont pour la plupart originaires de Misrata, avaient semé le chaos à Tripoli avant de venir à Syrte, obligeant le Parlement et le gouvernement à se réfugier dans l'est du pays. Devenues forces gouvernementales, ces milices ne désirent pas s'intégrer dans une armée nationale réuni-

fiée. D'ailleurs, Misrata réclame qu'un prix élevé soit payé pour les sacrifices qu'elle a consentis. D'énormes sommes d'argent ont ainsi été versées à la ville par l'État et par les citoyens. Et ses habitants exigent d'obtenir des postes clés dans les hautes institutions du pays. La fin de la bataille n'est donc plus une question militaire, elle est désormais un problème politique reposant sur des calculs multiples et compliqués.

Etats-Unis

Bye bye Obama !

Qui de Hillary Clinton, la candidate démocrate ou de Donald Trump, le milliardaire et candidat républicain sera le prochain locataire de la Maison Blanche ? Difficile de donner une réponse exacte sans risque de se tromper. Tout compte fait, le 45^e président des Etats-Unis sera connu ce matin. Il faut rappeler qu'à leur ou nous bouclons, les électeurs étaient toujours en train de glisser les bulletins dans les urnes. Votre journal ne pourra pas donc vous donner le nom du prochain président de la nation la plus puissante du monde. Pour l'heure nous consacrons sur le bilan de Barack Obama, le premier président de couleur dans l'histoire du pays de l'Oncle Sam et dont l'élection à la tête des Etats-Unis 8 ans plus tôt avait suscité l'euphorie sur tout le continent africain.

Bye bye Barack Obama! Le monde entier a connu pour la première fois de son histoire un président Noir. Mais, il n'a pas pu combler toutes les attentes.

Pour la première fois, les Africains ont pu se targuer devant le monde entier d'avoir un africain d'origine d'avoir gouverné la nation la plus puissante du monde. Même si sa gouvernance (8 ans) n'a pas recueilli l'adhésion de toutes les élites africaines, Barack Obama ne pouvait pas mieux faire pensent certains africains, car Obama a été élu par les Américains et non par les Africains. En ce sens, il devrait protéger les intérêts des



Américains et non des Africains.

Au lendemain de sa réélection, beaucoup d'Africains avaient cru que Obama allait mettre fin à la pauvreté et à la mauvaise gouvernance sur le continent de son papa mais, hélas. Après ses deux mandats, la bonne gouvernance, la précarité et la pauvreté sont toujours des maux qui minent le continent africain.

Pire on reproche à Barack Obama de vouloir imposer aux Africains l'homosexualité, une abomination pour ces derniers.

Ainsi que ce soit Donald Trump ou Hillary Clinton, il est clair que le développement de l'Afrique incombe aux Africains.

Joachim

Apothéose de la journée nationale des PVVIH

La Plateforme nationale des associations et ONG clôture les activités par deux matches de football

En mémoire des acteurs de la société civile qui mènent la lutte contre le VIH/Sida, deux rencontres de football ont été organisées le 4 Novembre dernier sur le terrain de

agents d'ONG habillées en bleu face à leurs homologues de l'équipe B habillées en orange par 4 tirs à 3, temps réglementaire, zéro but partout. La deuxième explication qui a

rencontres ont permis de sensibiliser la population sur l'existence du Sida et surtout rappeler que les PVVIH ne sont pas des gens à mettre en quarantaine. Pour lui, ces personnes ne



Salutations d'usage avant le début du match féminin

Salutations d'usage avant le début du match masculin

CERFER par la plateforme des associations et ONG du Togo. Ces deux rencontres ont été suivies par une sensibilisation sur la pandémie du VIH/Sida et l'attitude à avoir vis-à-vis des personnes vivant avec le virus.

La première rencontre qui a opposé les dames a vu la victoire de l'équipe A des

opposé les membres de la plateforme Lomé-commune à leurs homologues de la région maritime a été marquée par une nette domination des joueurs de la capitale. Ceux-ci ont dominé la sélection de la région maritime par 2-0.

Pour le président national de la Plateforme M. Novon Komi Eugène, ces

doivent pas être objet de rejet, de discrimination ou de stigmatisation.

Il faut rappeler que ces deux matches de football viennent clôturer un mois d'activités diverses de la plateforme dans le cadre de cette journée nationale des personnes vivant avec le VIH/Sida.

R.T.

Fc Barcelone

Neymar et le Barça se rapprochent d'un procès pour «corruption»

Le juge d'instruction dans l'affaire du transfert de Neymar a donné son aval pour un transfert devant un tribunal du Brésilien pour «corruption entre particuliers». Le joueur et le club barcelonais sont accusés d'avoir «altéré le marché libre des transferts».

Un juge d'instruction de Madrid a rendu lundi un arrêt favorable au renvoi devant un tribunal du Brésilien Neymar pour «corruption entre particuliers», a annoncé la juridiction chargée de l'affaire, rapprochant la star du FC Barcelone d'un procès auquel il croyait avoir échappé. Le juge souhaite donc finalement le renvoi de Neymar, 24 ans, devant un tribunal, où il risque une peine de six mois à deux ans de prison et une forte amende. Il donne dix jours à la défense et à l'accusation pour exposer leurs arguments avant de se prononcer de manière définitive, précise dans un communiqué l'Audience nationale, spécialisée dans les affaires politico-financières.

Versement anticipé de 40 millions

Selon le juge, le con-



trat au terme duquel Neymar aurait reçu un versement anticipé de 40 millions d'euros du Barça, en 2013, pour refuser toute offre d'un club concurrent «a altéré le marché libre des transferts de joueurs de football en empêchant que le joueur y fasse son entrée conformément aux règles de la libre concurrence».

Dans ce dossier, tout est parti d'une plainte déposée par un fonds d'investissement brésilien, DIS, propriétaire à l'époque de 40% des droits de Neymar. Dans un premier temps, le

Barça avait officiellement chiffré le transfert du joueur à 57,1 millions d'euros. Mais selon la justice espagnole, il a en réalité coûté au moins 83,3 millions. DIS, qui avait reçu 6,8 millions d'euros sur les 17,1 versés au FC Santos, estime que Neymar et le FC Barcelone se sont organisés pour cacher le montant réel du transfert et ainsi lui reverser moins d'argent.

Neymar est également dans la tourmente au Brésil pour fraude fiscale présumée en lien avec son transfert. Enfin, dans un troisième volet, le Barça a accepté en juin de verser au Trésor public espagnol une amende pour fraude fiscale de 5,5 millions d'euros afin d'éviter un procès.

Real Madrid

Ronaldo signe son «avant-dernier» contrat et veut jouer encore 10 ans

Pour sa prolongation de contrat jusqu'en 2021 avec le Real, Cristiano Ronaldo a affirmé vouloir encore jouer une décennie au football. Le tout en affirmant que cette prolongation n'était pas forcément son dernier contrat.

L'astre portugais Cristiano Ronaldo, qui a prolongé lundi avec le Real Madrid jusqu'à ses 36 ans en 2021, a assuré qu'il s'agissait de son «avant-dernier» contrat et qu'il comptait bien jouer encore pendant dix ans.

Jouer jusqu'à 41 ans, tel est l'objectif que s'est fixé lundi Cristiano Ronaldo en prolongeant à prix d'or son bail au Real Madrid jusqu'en 2021. Au point que l'attaquant de 31 ans a parlé d'«avant-dernier» contrat, mettant au défi un adversaire implacable: le temps.

Ronaldo signe cinq ans mais en veut dix

Depuis ses débuts, la star portugaise se caractérise par son ambition, jugée presque «anormale» par l'entraîneur du Real Zinédine Zidane. Ronaldo l'a encore confirmé lundi, à peine son nouveau contrat signé, en évoquant déjà le suivant.

La plupart des footballeurs, usés par les blessures ou l'enchaînement des matches, raccrochent pendant leur trentaine, à l'image de Zidane, retraité à 34 ans en 2006. Mais ceux qui côtoient Ronaldo mettent en avant un corps d'athlète et une hygiène de vie impeccable. Et il a été relativement épargné par les blessures depuis son arrivée au Real en 2009, ce qui rend plausible le projet d'étirer sa



carrière, pourquoi pas avec une ultime pige dans un championnat moins exigeant. Au niveau mental, en tout cas, Ronaldo semble avoir encore faim.

Pour le Real, le temps c'est de l'argent

Le Real Madrid a-t-il fait une bonne affaire en revalorisant le contrat d'un joueur déjà trentenaire ? Au niveau marketing, c'est possible. Recruté en 2009 pour une indemnité de transfert de 94 M EUR, un record à l'époque, Ronaldo est l'homme qui vend le plus de maillots à la boutique du club, d'après la presse espagnole. «Tu es la grande icône de ce club», a résumé lundi le président du Real Florentino Pérez.

L'avoir prolongé est peut-être une bonne affaire, notamment vu la surface médiatique et publicitaire d'un tel joueur, qui dispose de lignes de parfum, de sous-vêtements et de chaussures à son nom. Le montant du nouveau contrat n'a pas été dévoilé mais le quotidien espagnol El Mundo a évoqué un salaire annuel de 18 M EUR, avec des primes variables pouvant le faire grimper jusqu'à 20 M EUR.

Le précélex conseil d'Aristide Bancé aux footballeurs africains

C'est le transfert dont on a parlé ce week-end. Aristide Bancé a décidé de s'engager avec l'ASEC Mimosas dans l'optique de la CAN 2017. L'attaquant burkinabé savoure son transfert et lance un appel aux footballeurs africains en difficulté en Europe.

« Mon retour est, en effet, un symbole. C'est aussi l'occasion de sensibiliser les footballeurs africains, qui sont en Europe ou au Maghreb et qui ne réussissent pas à émerger, à revenir dans leur pays d'origine ou dans des clubs relativement organisés afin de relancer leur carrière. Je le fais avec confiance et optimisme. Mais, ce n'est pas nouveau.

L'ASEC avait déjà réussi cette expérience au début des années 1990 en faisant revenir en Côte d'Ivoire Abdoulaye Traoré «Ben Badi», Gadji Céli, Bédé James, Gouamené Alain... Au Gabon aussi, il y a eu l'ancien capitaine de la sélection, Daniel Cousin, qui y est revenu pour jouer. Ce sont des expériences positives. Je reste convaincu que c'est une bonne chose », confie-t-il dans une interview à Cafonline.com.

A l'ASEC, Bancé va connaître son 19^e club en carrière après des passages en Afrique du Sud, en Belgique, Ukraine, Turquie, Allemagne, Lettonie, etc... Un véritable globe-trotter.



Le saviez-vous?



PROTEGEONS NOS | PROTECT OUR
OCEANS
LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

LA CHARTE DE LOMÉ signée le 15 octobre 2016, c'est:

DES MESURES DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA
CRIMINALITÉ EN MER

LA GOUVERNANCE MARITIME

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE BLEUE

LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS

PLUS DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DE L'ESPACE
MARITIME



OFFERT PAR LE CONSULAT DE SLOVAQUIE